
DIRECTION COMMUNICATION, MECENAT ET RSE

Signataires du Pacte Mondial en 2004, les Laboratoires Expanscience fêtent, cette année, leurs **10 ans d'engagement aux côtés du Global Compact des Nations Unies** pour promouvoir et assurer le respect des principes internationaux relatifs aux droits de l'homme, aux conditions de travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

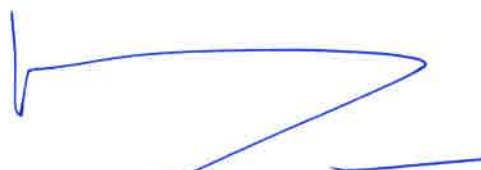
La signature du Pacte Mondial a joué un rôle central dans l'engagement des Laboratoires Expanscience dans une politique de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise puisqu'elle marque sa formalisation et l'inscription de ces principes au cœur de la stratégie de l'entreprise.

En 2013, les efforts déployés pour honorer nos engagements ont été reconnus. Suite à une analyse de notre démarche de RSE par l'AFNOR Certification, nous avons obtenu le niveau « Exemplaire » avec 708 points sur 1000. Nous sommes ainsi le premier laboratoire pharmaceutique et dermo-cosmétique à obtenir ce niveau.

Cette évaluation nous encourage à poursuivre sur la voie que nous traçons depuis déjà plusieurs années. Dans ce projet, nous allons tenir compte des pistes d'amélioration identifiées par l'AFNOR. Pour l'heure, ces résultats récompensent l'entreprise, nos process ainsi que l'implication de nos collaborateurs.

Chaque année en qualité de membres, les Laboratoires Expanscience publient une Communication sur le Progrès afin de rendre public les actions menées dans le cadre des 10 principes du Pacte Mondial. Pour chaque catégorie nous avons indiqué les actions menées en 2013 pour assurer leur respect et promotion ainsi que les résultats.

Les Laboratoires Expanscience renouvellent cette année leur engagement pour l'année 2015.



Jean-Paul BERTHOMÉ
Président des Laboratoires Expanscience

Présentation des Laboratoires Expanscience

Expanscience, laboratoire pharmaceutique et dermo-cosmétique indépendant français, a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 259,4 M€, dont 45 % à l'international, et emploie 893 collaborateurs.

L'entreprise s'est construit depuis plus de 60 ans une réputation internationale de sérieux, d'innovation et d'expertise dans le traitement de l'arthrose et la santé de la peau. Ses produits, parmi lesquels figurent deux marques leaders – Piasclédine 300 et Mustela –, sont présents dans plus de 97 pays (85 pays distributeurs et 12 filiales). Expanscience développe et commercialise aussi des actifs d'origine naturelle destinés à l'industrie cosmétique, en France et à l'international.

La préservation du capital santé des individus, qu'il s'agisse de leur mobilité ou de la santé de leur peau, est, depuis l'origine, au cœur de la stratégie de croissance du groupe.

Forts de leur volonté d'accompagner les professionnels de santé dans leur rôle de prévention, de conseil et d'information, les Laboratoires Expanscience ont mis en place de nombreuses actions d'éducation, de pédagogie et de partage d'expérience auprès des patients et consommateurs.

L'ensemble de la chaîne de valeur est intégrée dans l'entreprise, de la recherche à la distribution en passant par la production.

Sa recherche de pointe, centrée sur le cartilage et les fonctions barrière de la peau, a donné lieu à 723 dépôts de brevets dans le monde. La production, réalisée dans le respect de l'Homme et de l'environnement, se fait en France, à Épernon, sur un site certifié ISO 14001. Ce gage de qualité et le Made in France des produits Expanscience représentent les éléments clés de son rayonnement à l'international.

Depuis dix ans, les Laboratoires Expanscience ont engagé une politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise. Cet engagement se traduit notamment par une politique d'approvisionnement en matières premières végétales respectueuse des producteurs et des pays d'origine, ainsi que par une conception plus écologique des produits.

Expanscience est le premier laboratoire pharmaceutique et cosmétique dont la contribution au développement durable est reconnue comme exemplaire par l'Afaq 26000 en 2013.

Les Laboratoires Expanscience en chiffres

Date de création : 1950

CA 2013 : 259,4 M€

85 pays distributeurs

12 filiales

893 collaborateurs

58 millions de produits fabriqués en 2013

Activités : Dermo-Cosmétique, Dermatologie, Rhumatologie, Actifs cosmétiques

Catégorie : DROITS DE L'HOMME

Principe n°1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.

Principe n°2 : les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

En 2011, nous avons formalisé une **politique d'achats responsables** afin que l'acte d'achat de notre entreprise intègre les principes que nous soutenons et notamment les droits de l'homme. Ainsi, chaque collaborateur doit suivre un code de conduite dans lequel est spécifié qu'« *Expanscience s'engage à ne travailler qu'avec des fournisseurs respectueux des normes sociales, environnementales et des pratiques commerciales, en cohérence avec son adhésion au Pacte Mondial en 2004 et sa démarche de RSE* ».

Cette politique d'Achats Responsables s'inscrit dans une volonté de dialogue et d'amélioration continue avec nos fournisseurs. Aussi, l'ensemble de nos fournisseurs ont-ils connaissance de la « **Charte d'Achats Responsables** ». Dans cette charte est spécifiée que « *les Laboratoires Expanscience souhaitent que leurs fournisseurs et prestataires prêtent une attention particulière aux points suivants : le respect des Droits fondamentaux des femmes et des hommes qui travaillent pour eux ou chez leurs fournisseurs et sous-traitants, tels que définis par l'OIT** ». Expanscience souhaite établir un dialogue plus approfondi avec ses fournisseurs sur les thèmes relatifs à la RSE. De ce fait, en 2013, un diagnostic accompagnement a été établi avec l'un de nos fournisseurs majeurs dans le domaine des achats directs.

En 2013, nous avons intégré une clause dans nos contrats d'achats dont ci-après un extrait : « *dans le cadre de la Responsabilité Sociétale, Le Fournisseur reconnaît que notre société adhère aux principes du Pacte Mondial des Nations Unies, et s'inspire des lignes directrices de l'ISO 26 000. Notre société encourage ses fournisseurs à exercer leurs activités dans le respect de ces principes* ».

Nous nous employons également à assurer le respect des droits de l'homme dans les pays où nous nous approvisionnons en matières premières végétales. Nous avons mis en place une politique *ad hoc* appelée « filières végétales responsables » et pris l'engagement que « d'ici à 2015 un plan d'action de RSE sera déployé sur 100% des filières ». En 2013, nous avons déployé un plan d'action de RSE sur 90% des filières. Cette politique, renforcée par notre adhésion à l'Union pour le Bio-Commerce Ethique (UEBT), consiste à évaluer chaque filière selon les sept questions centrales de la norme ISO 26 000 que sont : l'environnement, les droits de l'homme, les relations et conditions de travail, la loyauté des pratiques, les questions relatives aux consommateurs, les communautés et développement local et la gouvernance. Cette analyse permet d'établir un diagnostic précis (identification des impacts, des parties prenantes et des actions à déployer). Parmi les critères d'analyse, deux concernent les droits de l'homme : « *identifier les risques sur l'ensemble du cycle de vie d'un projet ou de notre activité, dans l'objectif d'éviter ou de limiter les risques d'atteinte aux droits humains* » et « *intégrer et déployer une politique des Droits Humains dans nos activités, auprès de nos* ».

partenaires et des communautés locales ». Afin d'assurer l'application de ces principes, sur tous les terrains, Expanscience réalise des audits et des visites de ses filières pour garantir le respect des Droits Humains. Cette évaluation s'appuie sur les textes internationaux, les exigences de l'Union pour le Bio Commerce Ethique (UEBT), des audits tiers (UEBT) sur le terrain, l'ISO 26000 et le référentiel d'engagements d'Expanscience (filières végétales responsables).

Catégorie CONDITIONS DE TRAVAIL

Principe n°3 : *les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.*

Principe n°4 : *les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire.*

Principe n°5 : *les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.*

Principe n°6 : *les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.*

Pour promouvoir et garantir ces principes, nous respectons le droit en vigueur dans les pays dans lesquels nous nous implantons. Comme expliqué précédemment, nous menons également une politique d'achats et de sourcing responsables garantissant les 10 principes inscrits dans le Pacte Mondial des Nations Unies dans nos achats et nos approvisionnements.

En 2013, notre engagement à promouvoir l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession a été réaffirmé par la conclusion de deux accords collectifs en France :

- le 20 février 2013, nous avons conclu un accord sur le temps partiel choisi qui fixe entre autres les principes relatifs au travail à temps partiel (hors temps partiel régit par le code du travail). Cet accord repose sur les principes directeurs suivants : le souhait d'assouplir les conditions d'accès au travail à temps partiel, la volonté de promouvoir le respect des principes d'égalité, de non-discrimination de tout ordre, le souci de concilier la vie professionnelle et la vie privée. Cet accord autorise l'accès du travail à temps partiel sur la base du volontariat pour les collaborateurs en contrat à durée indéterminée ayant deux ans d'ancienneté dans l'entreprise. En 2013, 41 personnes ont fait la demande de temps partiel choisi dans le cadre dudit accord et 100% des demandes ont été acceptées.

le 5 septembre 2013, nous avons conclu un accord sur l'égalité professionnelle et salariale homme-femme. Par cet accord, nous nous sommes engagés à garantir et à promouvoir l'égalité professionnelle et salariale sans discrimination de sexe ou de genre. Nous avons également réaffirmé notre souhait de favoriser le développement de la mixité professionnelle conformément aux objectifs définis par la loi : interdictions des discriminations en matière d'embauche, absence de discrimination en matière de rémunération et de déroulement de carrière, respect de l'équilibre vie professionnelle et vie privée. L'accord vise à réduire les éventuelles inégalités entre les femmes et les hommes dans l'entreprise en intégrant un plan d'action portant sur les 4 domaines d'action suivants : embauche, rémunération effective, articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale, la promotion professionnelle. A titre d'exemple, parmi les dispositions décrites dans cet accord

« en cas de PMA, compte tenu des contraintes imposées, les salariées pourront bénéficier d'un aménagement des horaires pendant la durée du traitement (...) ».

Catégorie ENVIRONNEMENT

Principe n°7 : *les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement.*

Principe n°8 : *les entreprises sont invitées à prendre les initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.*

Principe n°9 : *les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.*

Concernant l'environnement nous menons de multiples actions tout au long du cycle de vie de nos produits pour diminuer leur impact environnemental : de l'approvisionnement en matières premières végétales jusqu'à la fin de vie. C'est ce que l'on appelle l'éco-conception. Nous avons, à ce titre, pris un engagement en 2010 à horizon 2015 : « 100% de nos nouveaux produits en dermo-cosmétique seront éco-conçus ».

Aussi, dès l'approvisionnement en matières premières végétales, nous employons-nous, au travers de notre politique de sourcing végétal, à protéger et restaurer la biodiversité. En 2013, dans une région qui subit la désertification nous avons mené au Burkina Faso un projet de reboisement de la région dans laquelle nous sommes présents en essences forestières suite à la demande des femmes avec lesquelles nous travaillons. Ainsi, nous avons acheté au gouvernement burkinabè des graines endémiques et avons construit avec ce groupement féminin une pépinière permettant la croissance des graines avant leur intégration dans la savane arbustive. Nous avons également formé 106 femmes avec lesquelles nous travaillons aux bonnes pratiques de récolte biologique.

En 2013, nous avons également travaillé sur la gamme Mustela Bébé :

- Naturalité et biodégradabilité des formules : 92% d'ingrédients d'origine naturelle en moyenne et 100% des formules rinçantes moussantes sont biodégradables.
- Réduction de nos emballages : cette action a été récompensée à deux occasions par le « Sustainable Beauty Awards » dans la catégorie sustainable Packaging et les Greener Packaging Award en Belgique.
- Recyclabilité de nos emballages : 100% de nos flacons sont recyclables (selon les critères du marché français)

En 2013, sur le site industriel (certifié ISO 14001 depuis 2012), nous avons œuvré via la mise en place d'un comité de pilotage *ad hoc* à la réduction de nos consommations d'eau, de gaz et d'électricité conformément à notre engagement. En 2010, nous avons pris sept engagements à horizon 2015 dont un concernant la réduction de nos consommations d'énergie et notre production de déchets : « réduire de 20% (par rapport à 2010) sur notre site d'Epernon (production et centre R et D), les consommations de gaz, électricité, eau et la production de déchets ». Dans ce cadre, nous avons mobilisé nos collaborateurs grâce un outil de participation interne appelé Graine d'ID. En 2013, grâce aux actions

menées nous avons réduit de 8.7% notre consommation de gaz et 4.4% notre consommation d'eau.

Catégorie : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Principe n°10 : les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots de vin.

Dans le cadre de notre politique d'Achats Responsables, nous avons intégré dans nos contrats d'achats une nouvelle clause qui contraint nos fournisseurs à respecter les principes du Pacte Mondial et notamment la lutte contre la corruption.

Comme expliqué dans le paragraphe « catégorie droits de l'homme », nous avons également mis en place sur l'ensemble de nos filières propres, une politique ad hoc appelée politique filières végétales responsables adossée, entre autre, à la norme ISO 26000.

Un des principes clefs de cette politique est relatif aux transactions financières : « sur toutes ses filières, Expanscience trace l'ensemble des financements des actions locales (actions de Responsabilité Sociale d'Entreprise ou RSE) avec ses partenaires et producteurs (groupements, coopératives, agriculteurs, ...) ».